

bre des Communes ne firent rien contre cette proposition. Le parti de la Cour l'emporte sans cesse sur tout allégué contraire. En voici une preuve bien sensible dans le refus qui a été fait de se rendre à la proposition suivante.

Le 13. du même mois qu'on délibéra dans cette Chambre sur l'article des troupes étrangères, il y fut dit: « Qu'il seroit présenté une  
» Adresse au Roi, pour lui remontrer que l'opinion & l'avis de la Chambre étoit qu'en  
» continuant la guerre dans les Pays-Bas, avec  
» une dépense aussi exorbitante & disproportionnée pour la Nation, que l'étoit celle d'entretenir dans le Continent, une Armée payée  
» par la Nation Britannique, pendant que les  
» Etats-Généraux des Provinces Unies, auxquels  
» on a enlevé la plus grande partie de leur  
» Barrière, avoient non-seulement évité de déclater la guerre à la France, mais étoient  
» actuellement en négociation avec cette Couronne; la continuation d'une telle dépense  
» tendoit plus à épuiser la Nation, déjà si surchargée de taxes & de dettes, qu'à affoiblir  
» la puissance de l'ennemi commun; objet que  
» l'on pouvoit remplir d'une manière moins  
» onéreuse, en faisant avec nos forces navales  
» de vigoureux efforts, & en mettant, autant  
» que les circonstances pouvoient le permettre,  
» les Puissances intéressées plus immédiatement  
» à la défense du Continent, en érat d'imiter la  
» conduite magnanime de nôtre bon Allié le  
» Roi de Sardaigne, pour faire la guerre comme  
» Parties principales, en s'attachant à la  
» défense de ce qui les intéresse le plus, ainsi qu'à  
» la conservation & à l'indépendance de l'Europe.